

Voeu unitaire présenté par nos organisations FSU, UNSA éducation, FnecFP-FO, Sgen-CFDT et Fep-CFDT, CGT éduc'action, Snalc, SUD éducation, la Voie lycéenne, la FCPE et la CFTC

CSE du 14 septembre 2023

Mayotte a soif : il faut agir !

Mayotte connaît des problèmes d'approvisionnement en eau sans précédent dont les conséquences sont désastreuses. C'est là le triste résultat d'une insuffisance d'investissements publics pour entretenir les réseaux, garantir l'adduction d'eau potable sur le long terme et prévenir les urgences et défis que lance le réchauffement climatique. La situation à Mayotte en ce mois de septembre est indigne : depuis plusieurs mois, les habitant-es de Mayotte subissent des coupures d'eau. Le 4 septembre, les restrictions se sont aggravées puisque les coupures ont lieu pendant 48h. Après chaque coupure, il faut attendre 12h pour que l'eau soit à nouveau potable. La situation peut encore s'aggraver en attendant que la saison des pluies ne commence dans trois mois.

Les conséquences sur la santé des habitant-es de Mayotte sont insupportables : déshydratation, difficultés pour se laver, développement de maladies...

Des écoles et établissements scolaires ont dû fermer en raison du manque d'eau et en privant les élèves de leur droit à l'éducation. Mais comment enseigner ou apprendre sereinement alors que l'accès aux sanitaires et à l'eau potable fait l'objet de restrictions drastiques ? Nous demandons donc à ce que les écoles et établissements scolaires qui subissent des coupures d'eau restent systématiquement fermés compte-tenu des questions d'enseignement, de sécurité et de santé qui sont engagées dans ces situations.

Malgré les alertes de plusieurs organisations, ces dernières années, les pouvoirs publics n'ont pas cru bon de devoir anticiper la sécheresse en garantissant les infrastructures de production et d'approvisionnement d'eau potable de l'île.

Le CSE interpelle le ministère de l'Éducation nationale afin que toutes les mesures nécessaires de distribution d'eau en quantité suffisante soient déployées pour garantir des conditions sanitaires décentes. Il y va de la sécurité et de la santé de nos élèves, de nos personnels et des habitants de Mayotte.

Par ailleurs, nos organisations soutiennent les collègues du lycée de Saada en droit de retrait depuis lundi pour dénoncer la situation générale mais aussi la rétention d'informations dans cet établissement. Alors que jeudi 7 septembre, l'ARS a prévenu le rectorat et la direction de l'établissement que l'eau dans la région n'était pas potable, la direction a laissé les personnels et les élèves boire toute la matinée les mettant en danger avéré face aux épidémies qui démarrent.